



HAL
open science

L'Amérique, entre rêve et dignité. Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud

Philippe Guillaume, Myriam Houssay-Holzschuch

► To cite this version:

Philippe Guillaume, Myriam Houssay-Holzschuch. L'Amérique, entre rêve et dignité. Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud. *Espaces et sociétés* (Paris, France), 2001, 107, pp.65-81. hal-00186917

HAL Id: hal-00186917

<https://hal.science/hal-00186917>

Submitted on 12 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Amérique, entre rêve et dignité

Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud

Philippe Guillaume

Institut Français d'Afrique du Sud,
66 Wolhuter Street, PO Box 542,
Newtown 2113,
Johannesburg, Afrique du Sud.
philippe@ifas.org.za

Myriam Houssay-Holzschuch

Géophile, UMR Géographie-cités,
ENS Lettres et Sciences humaines
15 parvis René Descartes
69366 Lyon cedex 7
Myriam.Houssay-Holzschuch@ens-lsh.fr

L'Amérique, entre rêve et dignité

Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud

Résumé : Les villes sud-africaines, modèles de ségrégation et de fragmentation, présentent de nombreuses similitudes avec les villes américaines. Leurs paysages comparables proviennent de pratiques planificatrices parallèles, certains concepts utilisés en Afrique du Sud étant directement importés des Etats-Unis. En même temps, les deux pays partagent un certain nombre de traits historiques et culturels, par exemple dans leur rapport à la ville. Mais quelle Afrique du Sud prend quelle Amérique pour modèle ? L'étude du quartier pré-apartheid de Sophiatown montre que les références à l'Amérique viennent aussi de la culture noire américaine et servent à appuyer une résistance populaire et urbaine à la ségrégation. Enfin, ce quartier, modèle d'urbanité et qui sert de référence urbaine depuis la fin de l'apartheid, n'inspire pas pour autant les villes de la nouvelle Afrique du Sud. Là encore, elles se modèlent aujourd'hui sur une autre Amérique, celle des *Cities of Quartz* décrite par Mike Davis.

Mots-clés : mémoire, urbanité, modèle, Afrique du Sud, États-Unis, Sophiatown

Abstract: South African cities are seen as extreme models of segregation and fragmentation. Nevertheless, they offer striking parallels with American cities, in terms of landscapes or urban planning: planning practices and concepts were even imported to South Africa from the United States. Also, the two countries share a similar historical and cultural background, especially regarding their urban conceptions. But the South African references to America are manifold and refer to different models. The pre-apartheid neighbourhood of Sophiatown was deeply influenced by African-American culture, which helped fostering popular and urban resistance to segregation. Lastly, we show that Sophiatown, though a model in urbanity and an urban reference in the new South Africa, does not inform recent dynamics in post-apartheid cities. They mirror another American model, Mike Davis' City of Quartz.

Keywords : memory, urbanity, model, South Africa, USA, Sophiatown.

Il existe plusieurs (bonnes) raisons de comparer des modèles¹ de ville, l'américain et le sud-africain par exemple. L'histoire des mouvements de colonisation ou d'appropriation d'espaces considérés comme « vierges », les stratégies d'appropriation de l'espace, la construction des « mythes fondateurs » internes à chaque société sont autant d'éléments comparables. Sans parler des paysages : gratte-ciels, zones tampons, CBD et banlieues pavillonnaires ont des significations propres aux sociétés qui les conçoivent.

Il reste encore de bonnes raisons, y compris dans des configurations urbaines aussi éloignées que l'Afrique du Sud peut l'être des États-Unis. Mais dans cette comparaison, au

¹ L'idée que la ville américaine constitue un modèle homogène et pertinent est généralement acceptée. Pour l'Afrique du Sud, cette question fait débat de nos jours tant l'ampleur des modifications sociales et spatiales après l'apartheid est importante ; pour ce qui est cependant de la période que couvre notre article, celle de la destruction d'une forme urbaine et de son remplacement par une autre avec l'application de l'apartheid en 1948, la question de la spécificité du modèle sud-africain ne fait aucun doute. Voir à ce titre Davies, 1981.

fond, l'éloignement n'est que relatif : nous avons deux pays qui ont mis en place des politiques strictes de ségrégation qui ont eu de lourdes incidences sur les programmes de planification urbaine ; nous sommes en présence de deux pays qui ont connu des mouvements de revendication pour les droits des Africains et autres « minorités » (pas forcément numériques). Dans les deux cas également, les Africains ont tenté de s'affranchir d'un modèle dominant, blanc et protestant, par le biais de la culture.

Nous assistons en Afrique du Sud depuis 1994 à la fin historique du modèle de l'apartheid. L'organisation de la société et des espaces sud-africains va désormais devoir répondre à d'autres logiques. Il nous semblait particulièrement intéressant, dans ce contexte, d'étudier les processus de reconstruction d'une mémoire urbaine multipliant les références à l'Amérique, ainsi que leur éventuel impact sur les transformations à venir. Après une étude comparative des logiques urbaines en oeuvre dans ces deux pays, nous analyserons la portée symbolique d'un quartier sud-africain des années 1950, Sophiatown, dont l'ouverture sur les États-Unis ne faisait aucun doute. Nous verrons ensuite l'influence de cette période dans les références culturelles et urbaines de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui.

La ville sud-africaine, miroir de la ville américaine ?

Johannesburg, Le Cap, Durban semblent bien loin des villes américaines et de leur archétype : un autre continent, une localisation périphérique, un long isolement vis-à-vis du système-monde largement dû au choix d'une politique raciste. Une taille plus modeste les distingue également : les métropoles de Durban et du Cap regroupent respectivement 3,8 et 2,8 millions d'habitants tandis que l'agglomération du Rand, comprenant Johannesburg, atteint 5,7 millions de personnes (SAIRR, 2001). Et pourtant : le voyageur découvre des paysages urbains bien similaires à ceux des villes américaines. Le centre de ces villes est lui aussi hérissé de gratte-ciel à l'architecture moderniste et il concentre l'essentiel des activités tertiaires. Au-delà, un anneau de quartiers plus ou moins dégradés² évoque le *Skid Row*. Plus loin encore, souvent séparées du reste de l'agglomération par des espaces non bâtis, les banlieues résidentielles et pavillonnaires s'étendent à perte de vue, à plusieurs dizaines de kilomètres du centre.

Une telle proximité paysagère peut surprendre : en effet, l'Afrique du Sud est bien souvent présentée comme un modèle spatial extrême : l'apartheid a radicalement imprimé dans l'espace une ségrégation raciale systématique. Tout comme les États-Unis, l'Afrique du Sud a suivi une législation ségrégationniste s'appliquant à l'ensemble du territoire. Cependant l'origine de ces lois est sensiblement différente entre les deux pays, et son application ne relève pas non plus des mêmes règles. Aux États-Unis, le libéralisme économique est très présent alors qu'en Afrique du Sud, c'est essentiellement le pouvoir central relayé par les gouvernements locaux qui a organisé l'espace urbain, l'a soumis à de stricts critères de contrôle où l'armée avait un droit de regard (planification des *no man's land*, etc.). En dépit, donc, de cette similitude de paysages, l'urbanisation en Afrique du Sud se caractérise par plusieurs faits majeurs.

1. Le contrôle des migrations noires à destination des villes jusqu'en 1986. Par un système de passeports intérieurs, l'accès à la ville était soumis à autorisation,

² Cf. *infra* sur la formation et l'évolution récentes de ces quartiers comme Hillbrow, Yeoville à Johannesburg, Woodstock au Cap.

accordée seulement si l'intéressé pouvait se prévaloir d'un contrat de travail en bonne et due forme. Même dans ce cas, la durée autorisée de son séjour en ville ne devait pas excéder la durée dudit contrat. Ce contrôle était encore renforcé pour la ville du Cap, « réservée » aux Blancs et aux Métis (*Coloureds*) : pour qu'un Noir y obtienne un contrat de travail, il fallait faire la preuve que le poste en question ne pouvait être occupé par personne d'autre.

2. Le découpage de la ville en zones racialement homogènes. Le principe du zoning a été précocement appliqué dans les villes sud-africaines, séparant zones d'activités, zones industrielles et zones résidentielles. À cela s'est ajouté depuis le tout début du XX^e siècle une ségrégation raciale des zones résidentielles. Les Noirs ont été les premiers concernés : dès 1901 au Cap et 1904 à Johannesburg, la majorité d'entre eux doit résider dans un quartier spécifique, qui leur est réservé. Cette législation est progressivement étendue : en 1923, le *Native (Urban Areas) Act* concerne les Africains sur l'ensemble du territoire national, puis en 1950, le *Group Areas Act* étend cette ségrégation à toutes les « races » définies par le gouvernement. Africains, Indiens, Métis mais aussi Blancs doivent résider dans des quartiers séparés. Notons d'emblée que, si cette ségrégation concerne toutes les populations, les terrains attribués ne sont en rien équivalents, en surface comme en qualité (proximité du centre et des zones d'activités, accessibilité, cadre de vie, équipements et infrastructures, etc.) : les Blancs se réservent les plus étendus et les plus favorables.
3. La ségrégation dans les espaces publics. En effet, l'apartheid dans la ville ne concerne pas seulement les territoires mais aussi les flux et les pôles centraux : outre les zones résidentielles, tous les espaces urbains concernés par les flux de population (transports), les lieux et services publics (parcs, gares, poste, et même trottoirs) et semi publics (commerces) sont ségrégués.
4. Une gestion raciste du logement. Surface des parcelles et de l'habitation, qualité du bâti, raccordement aux réseaux d'eau, d'électricité, etc., accès à la propriété foncière, organisation intérieure du logement, tout cela dépend de la « race » de l'occupant. De plus, les systèmes de construction et de gestion immobilière varient aussi : ils s'intègrent dans une économie de marché pour le logement des Blancs et des Indiens, mais sont maîtrisés par les pouvoirs publics pour les Métis et les Noirs.

Il existe pourtant plusieurs explications à la similitude des formes et pratiques urbaines à l'oeuvre dans ces deux pays. Le premier postulat tient à l'influence directe de la forme des villes américaines sur les planificateurs sud-africains du XX^e siècle : on peut en effet retracer l'histoire d'un certain nombre de concepts nés outre-Atlantique et d'autant plus rapidement importés à la pointe de l'Afrique australe que le contrôle officiel sur le sol est très strict (Dewar *et al.*, 1990 ; Le Grange, 1985). Dès le début du siècle, les autorités locales et nationales sud-africaines sont confrontées à des problèmes urbains, dans le cadre d'une croissance démographique et spatiale des villes. Les besoins de main-d'œuvre engendrés par le développement industriel et minier conduisent à la mise en place du système du travail migrant³ et à d'autres mesures visant à obliger la population noire à s'engager dans un travail

³ Le système du travail migrant désigne l'ensemble des mesures législatives ou pratiques visant à contrôler la main-d'œuvre noire tout en limitant sa présence dans les zones

salarié. Poussée vers les villes, cette population vient s'entasser dans des taudis, particulièrement sensibles aux épidémies, comme la peste bubonique qui toucha Le Cap en 1901 avant de gagner l'intérieur, atteignant Johannesburg en 1904. Les commissions d'enquête diligentées identifient la crise du logement comme principale cause d'un dramatique bilan humain. Pour les autorités, il s'agit désormais d'intervenir, en réglementant et en planifiant la croissance urbaine. Le premier principe planificateur inspiré des USA est celui du zonage. Mis en place en Amérique du Nord dans les années 1910, il est appliqué à la ville du Cap avant 1920 (Dewar *et al.*, 1990 :30sq). On sépare ainsi strictement les différents usages du sol : des zones industrielles, des zones résidentielles sont délimitées et réservées. Du point de vue des activités, le tissu urbain devient homogène à l'échelle du quartier. Au sein des zones résidentielles, les planificateurs sud-africains vont très largement organiser les quartiers selon le principe de l'unité de voisinage (*neighbourhood unit*), lui aussi américain. On cherche ainsi à promouvoir un idéal communautaire : le quartier doit être autonome et introverti (*self-contained and inwardly-oriented*), la qualité de la vie doit y être assurée par le nombre des espaces verts et la faible densité d'un habitat individuel. En Afrique du Sud, ce modèle de l'unité de voisinage est couplé à l'idéal de la cité-jardin pour former les townships. Ces concepts importés, ayant un succès international, correspondent bien à l'air du temps mais aussi à des exigences plus proprement locales : prévenir les épidémies qui se répandent à partir des quartiers pauvres de haute densité et mettre en place la ségrégation raciale, puisque chaque élément de la ville ainsi fragmentée⁴ devra être racialement homogène (Dagorn & Guillaume, 2002).

Les similitudes entre villes américaines et villes sud-africaines peuvent aussi être lues comme résultat d'une histoire parallèle, de deux colonies de peuplement où un espace apparemment infini est à la disposition des arrivants malgré la désagréable présence de quelques autochtones qu'il s'agira de réduire. Les valeurs culturelles des colons et de leurs descendants dans les deux pays ont été chacune caractérisées par l'importance accordée au fait religieux, selon des doctrines protestantes. La sphère du privé et du familial, le sentiment de la nature sont des thèmes à la fois parallèles et récurrents. Enfin, le lieu mouvant de la frontière et son abondante historiographie ont, dans les deux pays, largement contribué à la formation du discours politique national⁵. Dans ce contexte culturel particulier, la ville prend une figure complexe : repoussoir de l'idéal pastoral mais aussi lieu de richesse et de « civilisation ». Les États-Unis ont été qualifiés de société anti-urbaine même si le débat est loin d'être clos sur ce point (voir par exemple Ghorra-Gobin, 1997). De manière très parallèle, Philippe-Joseph Salazar caractérise ainsi l'idéologie afrikaans de la ville : « un milieu hostile et pervers, assaini sinon exorcisé par la présence de pasteurs protestants et le quadrillage systématique des quartiers, l'envers du milieu rural original des Boers, mythes sans ambages de l'origine. L'Afrikaans urbanisé s'installa dans un non-lieu. Ce ne fut que peu à peu, par la maîtrise rationalisée de la cité (l'administration passant lentement aux mains des Blancs non-anglophones ; les habitudes créées par la fréquentation du temple et la quotidienneté du réseau de ses activités culturelles et sociales), que ce non-lieu se transforma en *topos* » (1989 : 40). C'est cette idéologie qui est à l'origine de la destruction du quartier emblématique de Sophiatown, à Johannesburg. Voyons quelles en sont les causes.

« blanches », en particulier dans les zones urbaines. Les moyens de ce contrôle sont variés et vont de l'imposition de passeports intérieurs validés par les employeurs à la séparation des hommes (« travailleurs célibataires ») et de leur famille, consignée dans les bantoustans.

⁴ Sur cette notion discutée, voir Elisabeth Dorrier-April (dir.), 2001.

⁵ Pour l'Afrique du Sud, voir Houssay-Holzschuch, 1996.

L'autre Amérique : Harlem et Sophiatown

La nuit tombe. Le long de rues parsemées d'immeubles de briques rouges, une Cadillac cabriolet (pneus à flancs blancs, baguettes chromées s'étendant le long d'une carrosserie pulpeuse rehaussée par un rouge éclatant) se glisse en évitant tant bien que mal, de son gabarit monstrueux, les nombreux trous dans la chaussée. À son bord, cinq Noirs élégamment vêtus : costumes sombres, chemises blanches, cravates, chapeaux, chaussures bicolores. L'ensemble s'arrête devant un cabaret. À l'intérieur, dans une atmosphère bruyante, chaleureuse et enfumée, la bière coulera à flots et la musique *live* ne cessera pas de la nuit. Le jazz est moderne, presque avant-gardiste, la contrebasse est alerte, soutenue par une armée de cuivres. Dans le cabaret d'en face se produisent des artistes locaux, les *Harlem Swingsters* ou les *Manhattan Brothers*. Le quartier n'est pas très sûr, il est pourtant extrêmement fréquenté. À deux rues de là, la foule se presse pour aller regarder un film au *Harlem*.

Harlem le bien nommé. Nous ne sommes pourtant pas en Amérique, en dépit des apparences. Nous sommes au début des années 1950, en Afrique, à Johannesburg, dans le quartier populaire et relativement mixte de Sophiatown⁶, quartier péricentral où la propriété foncière était autorisée aux « non-Blancs ». Paradoxe : cette description, pourtant, ne semble pas s'accorder avec les images que véhiculent généralement la métropole sud-africaine, archétype du modèle de l'exclusion urbaine, productrice d'un des pires exemples de ghetto que la terre ait porté dont le township de Soweto n'est pas le moindre des symboles. L'Afrique du Sud de la ségrégation et de l'apartheid, connue pour ériger la distance en dogme, pour créer des barrières raciales, sociales et spatiales, pour anéantir voire rendre impossible toute idée de contact, de rencontre, de production sociale et d'innovation, qualifiée par Jacques Lévy⁷ de « crime contre l'urbanité ».

Certes, en 1948, la mise en place de la politique d'apartheid, qui systématise et intensifie des pratiques de ségrégation vieilles de plusieurs décennies, va donner lieu à la mise en place d'un modèle caractéristique de ville (Davies, 1981). Les espaces urbains vont se dédoubler et les townships seront aussitôt régis par des règles très strictes de contrôle social. La liberté des individus s'en trouvera considérablement réduite, de même que la richesse de leurs espaces biographiques.

En dépit de ce paradoxe, l'influence culturelle américaine à Sophiatown ne relève pas d'une lointaine similitude. L'Amérique n'est pas présente seulement dans les attitudes, elle est aussi dans les esprits. La mode masculine est révélatrice de cette influence : la marque est importante, elle fournit un statut. Le Borsalino, le Wooldro ou le Stetson sont indispensables à qui prétend avoir un peu de pouvoir ou d'influence. Les vêtements, les attitudes, les expressions sont puisées chez Humphrey Bogart, Sydney Poitier, Richard Widmark ou encore James Cagney. Des films comme *Street with no name*, *Background to danger*, *Little Caesar*, ou encore *Scarface* établissent le mythe du gangster. Al Capone ou Lucky Luciano sont des exemples : il faut dire que les opportunités économiques offertes aux Africains sont faibles. Le meilleur moyen de « réussir » est ainsi de s'adonner à des activités illégales, parfois en plus d'une activité salariée et régulière. Le gang le plus connu de Sophiatown est celui des

⁶ Créé en 1905, ce quartier connaît une croissance rapide et comprendra plus de 40 000 personnes au moment de sa destruction. Pour plus de détails, voir Coplan, 1992, et Guillaume, 2001.

⁷ in Rennes Jean-Marc (dir.), 1999, *La recherche sur la ville en Afrique du Sud*, Paris, Anthropos.

*Americans*⁸, et ses membres, comme ceux d'autres gangs, ont importé⁹ des États-Unis des Cadillac, des Buick et des Lincoln, tant pour parader que pour afficher leur puissance et leur respectabilité. De leur côté, les musiciens admettent sans complexe puiser ouvertement leur inspiration chez Charlie Parker, Count Basie, Cab Calloway, Nat King Cole, Dizzie Gillespie, Glenn Miller, Bennie Goodman ou encore Duke Ellington...

Plus que de l'emblème d'un quartier festif, cette culture urbaine puisant ses racines aux États-Unis est le symbole d'une génération, symbole qui disposera d'un vecteur considérable, le magazine *Drum*. Au plus fort de son audience, *Drum* avait un tirage de 400 000 exemplaires et sa diffusion ne se limitait pas à l'Afrique du Sud. Outre l'Afrique australe, ce magazine se vendait au Ghana, au Nigeria, ainsi qu'en Afrique de l'Est. Rien, au départ, ne disposait pourtant *Drum* à devenir le flambeau d'une culture urbaine africaine émergente. Le titre, à l'origine *The African Drum*, fut lancé au Cap, en mars 1951, par deux patrons de presse blancs, Jim Bailey et Robert Crisp, un dandy, professionnel de cricket. Robert Crisp avait une vision paternaliste de sa publication : sa ligne éditoriale privilégiait articles et photographies montrant « l'authenticité », les « traditions » et la dimension « tribale » de la vie africaine. Cette version du journal fut un échec. Jim Bailey le voit autrement : il déménage les locaux à Johannesburg en septembre de la même année et fait de *Drum* un magazine moderne, urbain, investigateur. Il fait venir comme rédacteur en chef un de ses anciens collègues d'Angleterre, Anthony Sampson et embauche un jeune photographe allemand, Jürgen Schadeberg.

Drum ne pouvait pas directement s'opposer à l'apartheid, sinon il aurait été immédiatement interdit. En même temps, le journal a accueilli une génération de contributeurs (Can Themba, Ezekiel Mphahlele, Bloke Modisane, Henry Nxumalo, Richard Rive, Alex La Guma, Casey Motsisi, Nat Nakasa pour les écrivains, Todd Matshikiza comme critique musical, Peter Magubane et Sam Njima comme photographes etc.) à la fois insouciant et préoccupé de la situation politique et sociale de leur pays. C'est très probablement ce qui a fait son succès commercial et qui l'a transformé en référence culturelle : c'est plus par l'art que par le politique que les articles de *Drum* montraient que les Africains n'étaient en rien inférieurs aux Européens, en dépit des spécificités du droit sud-africain (Nixon, 1994 : 31). Par la suite, dans les décennies qui ont suivi, les écrivains et artistes ne s'exprimaient plus que sur l'apartheid et leurs rangs ont été passablement décimés : ils ont été muselés ou exilés, d'autres se sont suicidés.

Pourquoi cette génération d'Africains urbains puise-t-elle aussi vigoureusement et ouvertement ses références dans la culture américaine ? Il est évident que des affinités artistiques ou l'importation du fameux « modèle américain » ne constituent pas des explications suffisantes. David Coplan (1992 : 226) établit un parallèle entre les conditions de vie des Noirs américains et sud-africains. Selon lui, il y a une symétrie de destins : « Au début du siècle, des milliers de gens en Afrique du Sud et aux États-Unis émigrèrent des zones rurales vers les villes en expansion. Les deux groupes vécurent dans des conditions similaires : surpeuplement, pauvreté, ségrégation, harcèlement, exploitation économique... ». Ulf Hannerz va plus loin (1992 : 192) : selon lui, « accepter New York est une façon de rejeter Pretoria ». En d'autres termes, le cosmopolitisme culturel est un moyen d'affirmer un

⁸ Dont les membres auraient, à l'unanimité, choisi ce nom par fierté pour les vêtements américains qu'ils portaient (Thema, 1999 : 30).

⁹ Ils en empruntent aussi à des commerçants locaux, qui paient ainsi leur « protection » (Thema, 1999 : 32).

lien entre Sophiatown et le Monde, un accès vers la liberté, un affranchissement d'une Afrique du Sud qui sent le mois. La filiation avec une culture américaine marquée par les premières étapes de la revendication afro-américaine et par la naissance d'une *Black Pride* offre des ressources pour lutter contre tout ce qui est blanc et sud-africain, un moyen de « s'opposer contre la médiocrité de tout ce qui est virtuellement sud-africain », selon l'expression de l'écrivain et journaliste de *Drum*, Nat Nakasa. Il est vrai que les habitants de Sophiatown (environ 40 000 personnes au tournant des années 1950, dont 5 000 étaient Métis, Indiens ou Blancs) avaient construit ce qui était probablement la première véritable culture urbaine. Sophiatown fut, dans l'histoire des villes sud-africaines, un des rares endroits disposant d'une réelle urbanité : lieu d'échange, de rencontres imprévues et improbables, espace libre où la race et la religion importaient peu. Sophiatown était réellement dans les années 1950 le centre de l'activité intellectuelle du pays, comme l'écrit David Coplan (1992 : 221) : « Une nouvelle culture urbaine synthétique y jaillit, qui exigeait à grands cris qu'on la reconnût ».

Lorsque les autorités se rendirent compte de l'ampleur du phénomène, le paradoxe devint contradiction. Et le décalage entre les habitants de Sophiatown, qui étaient assurément les individus les plus urbanisés d'Afrique, et les Afrikaners du *National Party*, « accrochés au fantasme de leurs racines rurales, se voyant comme des pasteurs féodaux et concevant les Noirs comme des serfs reconnaissants » (Sampson, *in* Schadeberg, 1994 : 11), ne fut plus seulement flagrant : il devint insupportable. Pour adhérer aux objectifs de la politique d'apartheid autant que pour anéantir ce symbole, la destruction de Sophiatown et le relogement de ses habitants à Soweto commença le 12 février 1955. Au même endroit fut reconstruit un quartier destiné à une couche populaire d'Afrikaners. Son nom : Triomf¹⁰.

Du mauvais usage de la mémoire

Les cinq dernières années ont vu la résurgence sur la scène culturelle d'allusions et de références à Sophiatown : le nombre d'ouvrages publiés sur ce thème chaque année est fourni. Les thèmes de ces ouvrages sont variés : réédition de textes publiés dans *Drum*¹¹ dans les années 1950, recueils de photographies¹², biographies de gangsters, hommages à des figures du quartier comme le Père Trevor Huddleston... (voir bibliographie).

Cette résurgence nous semble à la fois intéressante et révélatrice. En premier lieu parce qu'elle inaugure l'ère de la mémoire urbaine, sortant l'Afrique du Sud d'une fatalité méprisable. Il est vrai qu'après la destruction de Sophiatown, les quartiers mixtes ont disparu et les townships, dans leur tristesse, leur monotonie et leur désolation ont été le cadre de vie obligatoire des populations urbaines « non-blanches ». La créativité culturelle a elle aussi beaucoup décliné. Certes, les townships ont pris le relais, d'une manière intéressante, mais cela reste plus une culture du ghetto (au sens noble du terme) qu'une culture nationale et fédératrice (Guillaume, 2001 ; Houssay-Holzschuch, 1999). Le racisme, l'exclusion urbaine, la mise à l'écart des individus et des actions n'est pas la seule référence ni la seule expérience

¹⁰ Voir le roman de Marlene Van Niekerk (1994 / 1999) et l'article de Donald Moerdijk (1999).

¹¹ Qui est maintenant devenu une sorte de croisement entre *Nous Deux* et *Infos du monde*...

¹² Jürgen Schadeberg triomphe encore aujourd'hui, dans de grandes expositions inaugurées par le ministre de l'Éducation, Kader Asmal.

dont dispose ce pays : avec Sophiatown, on admet qu'il y a eu un autre « modèle sud-africain » et certains citadins ont pu ainsi vivre dignement leur urbanité, avant de plonger dans l'enfermement destructeur des townships. Ainsi, le « crime contre l'urbanité » est peut-être réparable.

Ensuite, cette résurgence fait accéder Sophiatown au rang de mythe. Pourtant, nous savons depuis longtemps que les réalités de Sophiatown étaient multiples. Le quartier était également insalubre, 80 % des familles africaines vivaient en dessous du seuil de pauvreté, peu de logements disposaient de l'eau courante et il n'était pas rare de voir plusieurs familles se partager parcelles et logements (Gready, 1990 ; Van Tonder, 1993). Les infrastructures étaient peu développées, l'investissement faible et la criminalité élevée, comme en témoigne une étude de Philip Bonner (1993 : 164) concernant le gang des *Russians*, concurrents des *Americans*, et qui leur attribue entre 1953 et 1957 pas moins de 12 meurtres, 341 blessés et 250 arrestations par la police. Ce n'est probablement pas un hasard si la plus grande audience accordée par *Drum* aux gangsters a lieu juste avant la destruction de Sophiatown : dernière tentative pour mettre en avant des gens en conflit total avec l'appareil d'État et qui, en plus, se permettaient d'être totalement libres et de défier, par leur puissance et leur subversion, toute forme d'autorité (Fenwick, 1996 : 622). Peu importe, au fond, car comme le rappelle Tom Lodge (1983 : 341), il reste l'image d'un quartier avec « deux cinémas, ses vingt églises, une multitude d'artisans, des professions libérales, des magasins, des services, des médecins traditionnels, des *shebeens*¹³, des clubs de jazz... ». Peu importe donc, si la mémoire collective ne retient de Sophiatown que sa culture et son urbanité. Au contraire, il ne s'agit pas de falsification mais d'espoir et d'ouverture sur l'avenir.

En devenant une démocratie en 1994, l'Afrique du Sud portait en elle un nouveau projet de société. Il s'agissait de reconstruire une société égalitaire, équilibrée, mixte, tolérante, donnant des opportunités à tous. L'apartheid et ses héritages devaient être combattus, dans toutes les dimensions. La ville, en ce sens, devait jouer un rôle particulier. Les espaces urbains devaient apporter leur pierre à l'édifice de la démocratie : l'Afrique du Sud post-apartheid allait donc avoir sa nouvelle politique de la ville. Tout devrait être fait pour favoriser le contact, la proximité et la connexité entre les individus, auparavant disséminés çà et là en fonction de leur couleur de peau. La mémoire de Sophiatown peut ainsi jouer un rôle dans cette politique, en instaurant à nouveau un idéal de quartier mixte, populaire, vivant et ouvert sur le monde, en lieu et place du duo township / ville blanche, sclérosé et replié sur lui-même. Ainsi, Jürgen Schadeberg, ancien photographe de *Drum*, note explicitement : « But the leaders of the African National Congress who came out of jail, led by Nelson Mandela and Walter Sisulu, were old enough to look back on the comparative freedom of the 1950s, and to demand once again a multi-racial democracy which took no note of differences of colour » (1994 : 13). Cinquante ans après la funeste création de Triomf, on pourrait donc assister à la résurrection de quartiers reflétant ce que pourrait être, positivement, l'Afrique du Sud de demain. À Newtown, le quartier culturel de Johannesburg, bordant la limite ouest du CBD, ce n'est pas un hasard si le club de jazz s'appelle le *Kippies*, en hommage à Kippie Moeketsi¹⁴, ni si le restaurant adjacent se nomme *Kofifi* surnom donné à

¹³ Bar clandestin.

¹⁴ Kippie Moeketsi (1925-1983), célèbre clarinettiste et saxophoniste, réputé à Sophiatown pour ses talents en matière d'improvisation, souvent comparés à ceux de Charlie Parker. Kippie Moeketsi devait aller à Londres en 1960 comme soliste de la pièce *King Kong*. Agressé par des *tsotsis* (voyous) à coup de briques sur la tête, il manqua les débuts de la représentation. Ne supportant pas d'être arrivé à Londres en retard, il sombra dans

Sophiatown par certains¹⁵ de ses habitants dans les années 1950. Certes, Newtown a longtemps été porteur d'une tradition subversive en matière d'art et de culture, mais nous pensons que ces références ne sont pas anodines.

Il ne faut pas pour autant surestimer l'apparition récente dans la mémoire populaire de ces références à une forme d'urbanité alternative à l'apartheid. Sophiatown nous semble plus être un miroir qu'un modèle pour une nouvelle Afrique du Sud urbaine, multiraciale, intégrée, positive et produisant de nouvelles formes de culture urbaine. Les raisons sont assez simples.

1. Sophiatown, d'abord, renvoie à une certaine idée du passé, alimentant une nostalgie de bon aloi. On sait que, par la suite, le contrôle social de l'apartheid s'est tellement intensifié qu'il a ôté par la force toute velléité de contestation de la part des habitants des townships ; il est vrai que les réunions de plus de trois personnes étaient interdites. Lors des émeutes de 1976, la jeune génération remettait en cause l'ordre établi et condamnait ses géniteurs pour leur indifférence et leur inertie. En ce sens, Sophiatown rétablit le lien avec une certaine « grandeur » de la société africaine urbaine, juste avant qu'elle devienne « passive » et « soumise » dans ses townships pour une décennie.
2. Bien avant l'abolition des lois de l'apartheid, notamment celle qui concernait le zoning résidentiel (le *Group Areas Act* n'a été aboli qu'en 1990), les métropoles sud-africaines ont connu des phénomènes de déségrégation. À Johannesburg, notamment, le quartier d'Hillbrow a émergé dans la première moitié des années 1980 comme un modèle et une lueur d'espoir dans la société urbaine sud-africaine ; le quartier adjacent de Yeoville l'a suivi dans les années 1990 (Morris, 2000 ; Guillaume, 1997 & 2001). Hillbrow était une sorte de Sophiatown : multiracial et cosmopolite, avec une véritable vie urbaine mêlant artistes, intellectuels, curieux et individus voulant vivre ces moments privilégiés dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Le règne d'Hillbrow a à peine duré une décennie. Au tournant des années 1990, le quartier était jugé peu « fréquentable ». Le quartier voisin de Yeoville prit aussitôt le relais, et son rayonnement a lui aussi duré moins d'une dizaine d'années. Aujourd'hui, en 2001, il est communément jugé dangereux et, à son tour, peu « fréquentable ». Dans les deux cas, la raison avancée pour expliquer ce déclin est la même : la violence urbaine. L'alchimie subtile a disparu : cette fusion entre les « races », les classes sociales, les intellectuels, artistes, frimeurs, aventuriers, jolies filles et noctambules a laissé place à un ensemble interlope beaucoup trop voyant, composé de clochards, de gosses de rues, de prostituées, de dealers, de gangs etc. Ces quartiers ne remplissent plus aucune des règles de la civilité et ne sont plus à même de se maintenir à un minimum acceptable de production culturelle. Même les plus fervents défenseurs de ces lieux finissent par chercher un logement ailleurs et une phase de déclin peut se dérouler complètement en moins de deux ans.

l'alcoolisme, passa par l'hôpital psychiatrique et ses activités musicales cessèrent. Il connut une seconde carrière de 1971 à sa mort (Coplan, 1992 : 291). Le mot *tsotsi* vient d'ailleurs de l'expression hollywoodienne *zoot suit*, en référence aux vêtements portés par les gangsters (Nixon, 1993 : 33).

¹⁵ Georges Kort Boy Mbanlweni, le leader du gang des *Americans*, disait : « *We called it Kofifi. We didn't want to use the word of Sophia. We just wanted our own name* » (Junction Avenue Theatre Company, 1993 : iv).

3. Or, toutes les expériences de déségrégation « raciale » dans les villes sud-africaines ont toujours suivi le même processus. L'arrivée des premiers résidents « non-Blancs » s'accompagne immédiatement de discours sur l'augmentation de la violence que la police est loin de corroborer (Guillaume, 2001 & 2002). Très vite, le quartier en question est jugé dangereux et une part non négligeable de ses résidents le quittent. Permettons nous quelques déductions, à la lumière de ces éléments. Il est évident que la société blanche sud-africaine n'était pas prête à l'arrivée de groupe « d'intrus » dans des espaces qu'elle s'était réservés. Dès lors, chaque marque d'installation de ces « Autres », pour légitime, naïve ou anecdotique qu'elle fut, a été vécue comme une agression. Ce sentiment ne permet pas de partager l'espace, de créer ensemble de nouvelles pratiques ou de nouveaux paysages. De fait, par des processus sociaux semblables aux prophéties auto-réalisatrices à l'œuvre aux États-Unis (Staszak, 2000), ce qui était craint s'est bien produit... L'insécurité joue donc bien contre la démocratie, mais pas plus par sa concrétisation quotidienne (rappelons que 70 % de la violence urbaine a toujours lieu dans les townships) que par sa position de force dans un discours justifiant l'absence d'ouverture, de partage, de fusion. Car bien évidemment, la réalité est plus complexe : il faut tenir compte d'un enchevêtrement de causalités, liant la politique des banques dans l'accès au crédit (de nombreux quartiers sont victimes du *redlining*) aux représentations sociales de la mixité raciale...
4. Ainsi, en s'attaquant aux sphères de l'intimité, la dialectique de la violence en devient sacrée. Les quartiers sont détruits, physiquement ou symboliquement, par des politiques coercitives ou par des dynamiques sociales. Hillbrow et Yeoville, qui étaient des nouveaux Sophiatown en puissance, ont donc été rejetés par la société sud-africaine, pas encore assez mûre pour accepter ce style d'urbanité. Retour à la case départ : Sophiatown, ce n'est que du souvenir et les références à l'Amérique, dans la vie urbaine sud-africaine, sont désormais ailleurs.

Nous avons vu que, dans le grand chantier qui doit réparer les dégâts de l'apartheid, la ville a un rôle clé depuis 1994. Le modèle imaginé par la nouvelle équipe dirigeante, assistée par une cohorte d'experts, est à l'opposé de celui de l'apartheid, et les enjeux sont doubles.

1. Il y a pratiquement une confrontation informelle entre le pouvoir politique et la société civile : il n'y a pas de rupture entre les deux sur le plan idéologique (bien que la concrétisation de la *rainbow nation* donne lieu à de virulents débats), mais il s'agit ici « d'éducation » et d'inertie. L'apartheid a « réussi » à ériger la communauté comme référent identitaire de base, par une ingénierie socio-spatiale particulièrement « aboutie » et sur laquelle nous ne reviendrons pas. Et la communauté, *de facto* comme *de jure*, a été longtemps identifiée par son quartier. De plus, une majeure partie des citoyens Sud-Africains ne possède pas d'autre référence urbaine que celle de l'apartheid. Les townships, à l'origine des espaces imposés, ont été ensuite réappropriés par leurs communautés (Guillaume, 2001, Houssay-Holzschuch 1999, Guillaume & Houssay-Holzschuch 1998). En conséquence, le « modèle de l'agora » (proximité, contact, intégration de la Cité et réinvention du politique) promu par les autorités sud-africaines n'a aucune signification chez les Sud-Africains.
2. Ceux-ci n'ont pas, en dépit de la fin de l'apartheid, réfléchi sur leur rapport à l'espace. Dans les stratégies résidentielles, c'est toujours le référent communautaire qui prime, même si le statut de « classe » s'est récemment joint à celui de « race ».

Conclusion : la confusion des genres

En Afrique du Sud, les dynamiques urbaines actuelles s'inscrivent ainsi dans une logique, non de rupture, mais de continuité. Dans un système où la communauté prime sur tout, les éléments moteurs de la cité sont les suivants : très faible valorisation des espaces publics et des métriques pédestres, très fort niveau de préoccupation face à la violence, privatisation croissante de la voirie et des quartiers (et vécue comme un signe de distinction sociale), mobilité élevée des foyers, culture du *mall*.

Ces dynamiques nous font invariablement penser à celles qui sont en œuvre de l'autre côté de l'Atlantique et Johannesburg, par nombre de ses aspects, est une autre *City of Quartz* (Davis, 1997). En dépit de ses aspects monstrueux et paroxystiques, l'étude de l'apartheid comme de ses modèles spatiaux s'inscrit donc dans le large programme d'analyse des phénomènes de ségrégation mis en place par les sociétés occidentales aux XIX^e et XX^e siècles.

Cependant, c'est peu de dire que le projet de société de la nouvelle Afrique du Sud avait enthousiasmé les chercheurs européens, qui voyaient là la réalisation de leurs fantasmes d'intégration appliqués à un pays qui avait, jusque-là, prôné la séparation. L'imposition de formes urbaines à l'europpéenne dans le carcan culturel sud-africain était en effet particulièrement excitante, d'autant qu'il était appelé de ses vœux par le gouvernement lui-même. Johannesburg, Le Cap, Durban et Pretoria devenant tous d'immenses Sophiatown, voilà qui nous semblait attirant.

La réapparition sur la scène culturelle de ces références urbaines pré-apartheid, au tournant des années 1994, semblait œuvrer en ce sens. Il fallait simplement savoir l'interpréter. La société urbaine prend ainsi une autre direction qui demande, pour sa compréhension, de nouvelles grilles d'analyses. Nous savons déjà dans quelle direction chercher.

Bibliographie

- Bonner Philip, 1993, « The Russians on the Reef, 1947-1957. Urbanisation, gang welfare and ethnic mobilisation », in Bonner Ph., Delius P., Posel D. (eds.), *Apartheid's genesis, 1935-1962*. Johannesburg, Ravan Press, pp. 160-194.
- Chapman Michael (ed.), 2001, *The Drum decade. Stories from the 1950s*. Pietermaritzburg, University of Natal Press, 241 p. (1^{ère} ed. 1989).
- Collectif, 1990, *Father Huddleston's picture book*. London, Kliptown Books, 144 p.
- Coplan David B., 1992, *In township tonight ! Musique et théâtre dans les villes noires d'Afrique du Sud*, Paris / Nairobi, Karthala / CREU, 450 p.
- Dagorn René, Guillaume Philippe, 2002, « Howard et les pervers. Une relecture de l'apartheid » (à paraître).
- Davies R.J., 1981, « The Spatial Formation of the South African City », *Geojournal*, Supp. Iss., 2, pp. 59-72.
- Davis Mike, 1997, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 393 p.
- Denniston Robin, 1999, *Trevor Huddleston. A life*. London, Macmillan, 295 p.
- Dewar David, Watson Vanessa, Bassios Ana, Dewar Neil, 1990, *The Structure and Form of Metropolitan Cape Town: its origins, influences and performance*, Cape

- Town, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, Working Paper n° 42, novembre, 238 p.
- Dorier-Apprill Elisabeth (dir.), 2001, *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Editions du Temps.
 - Fenwick Mac, 1996, « *Tough guy, eh ? The Gangster-figure in Drum* », *Journal of Southern African Studies*, vol. 22 n° 4, pp. 617-632.
 - Gervais-Lambony Philippe, 1999, « Villes d'Afrique du Sud : paysage, violence, communauté », in Rennes Jean-Marc (dir.), *La recherche sur la ville en Afrique du Sud*, Paris, Anthropos, pp. v-xiii.
 - Ghorra-Gobin Cynthia, 1997, *Los Angeles, le mythe américain inachevé*, Paris, CNRS Editions.
 - Gready Paul, 1990, « The Sophiatown writers of the fifties : the unreal reality of their words », *Journal of Southern African Studies*, vol. 16 n° 1, pp. 139-164.
 - Guillaume Philippe, 1997, « Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg », *L'Espace Géographique*, Tome 26 n° 1, pp. 21-33.
 - Guillaume Philippe, 2001, *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*. Paris, Karthala / IFAS, 391 p.
 - Guillaume Philippe, 2002, « La violence urbaine à Johannesburg. Entre réalité et prétexte » (à paraître).
 - Guillaume Philippe, Houssay-Holzschuch Myriam, 1998, « Du township à la ville... Nouveaux chemins de l'identité urbaine des Noirs sud-africains », *Géographie et Cultures*, n° 28, pp. 47-59.
 - Hannerz Ulf, 1992, « Sophiatown : the view from Afar », *Journal of Southern African Studies*, vol. 18 n° 2, pp. 181-193.
 - Houssay-Holzschuch Myriam, 1996, *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*, Paris, CNRS, 104 p.
 - Houssay-Holzschuch Myriam, 1999, *Le Cap, ville sud-africaine. Ville blanche, vies noires*. Paris, L'Harmattan, 250 p.
 - Junction Avenue Theatre Company, 1993, *Sophiatown*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 79 p.
 - Le Grange Lucien, 1985, « Working Class Housing, Cape Town 1890-1947: Segregation and Township Formation », *Africa Seminar Paper*, Centre for African Studies, University of Cape Town, novembre.
 - Lodge Tom, 1983, « The destruction of Sophiatown », in Bozzoli B. (ed.) *Town and countryside in the Transvaal*, Johannesburg, Ravan Press, pp. 337-364.
 - Martin Denis-Constant, 1999, *Coon Carnival. New Year in Cape Town, past and present*, Cape Town, David Philip, 193 p.
 - Moerdijk Donald, 1999, « La nouvelle culture des Afrikaners ? (autour de *Triomf*, de Marlene Van Niekerk) », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 99-100, pp. 121-127.
 - Morris Alan, 2000, *Bleakness and Light. Inner City Transition in Hillbrow, Johannesburg*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 368 p.
 - Nixon Rob, 1994, *Homelands, Harlem and Hollywood. South African culture and the world beyond*, New York, Routledge, 305 p.
 - SAIRR, 2001, *South African Survey 2000/2001*, Johannesburg, SAIRR, 603 p.
 - Salazar Philippe-Joseph, 1989, *L'Intrigue raciale. Essai de critique anthropologique : l'Afrique du Sud*, Paris, Méridiens Klincksieck, 226 p.
 - Schadeberg Jürgen, 1994, *Softown blues. Images from the black '50s*. Hurlyvale, African Book Center / Nedbank, 160 p.

- Staszak Jean-François, 2000, « Prophéties autoréalisatrices et géographie », *L'Espace Géographique*, tome 29 n° 2, pp. 105-119.
- Stein Sylvester, 1999, *Who killed Mr Drum ?* Bellville, Mayibuye Books, 245 p.
- Thema Derrick, 1999, *Kortboy. A Sophiatown legend*. Cape Town, Kwela Books, 104 p.
- Van Niekerk Marlene, 1999, *Triomf*, Londres, Little, Brown & Co, 528 p. (Édition originale en afrikaans, *Triomf*, 1994, Pretoria, Queillerie Publishers).
- Van Tonder Deon, 1993, « *First win the war, then clear the slums !* The genesis of the Western Areas removal Scheme, 1940-49 », in Bonner Ph., Delius P., Posel D. (eds.), *Apartheid's genesis, 1935-1962*. Johannesburg, Ravan Press, pp. 316-340.